



A l'école, les enseignants grévistes tentent de mobiliser les parents pour gagner

Les enseignants sont très investis dans la lutte contre la réforme des retraites. Dans certaines écoles, ils organisent des cafés des parents pour expliquer le sens de leur grève et les points névralgiques du projet de loi. Ils espèrent être soutenus et pourquoi pas rejoints dans leur combat. Le mot collé dans le carnet de correspondance pour prévenir les parents de la grève ne suffisait plus. Il était souvent négligé et trop parcellaire. Comment expliquer une réforme complexe et ses conséquences en quelques lignes sur un support inadéquat de surcroît ?

Alors, l'équipe pédagogique de l'école Joséphine-Baker à Pantin, en Seine-Saint-Denis, a réfléchi. Elle a essayé d'imaginer autre chose. Depuis le début de la mobilisation, elle organise lors des jours de grève des «cafés des parents». La logistique n'est pas très lourde. Une petite table a été dressée devant le portail de l'école. Un Thermos d'eau chaude, un autre de café, quelques sachets de thé, des gobelets en plastique, des morceaux de sucre, sont posés dessus. Reste à imprimer quelques tracts et affûter des arguments.

Ce petit temps «convivial», après que les parents ont déposé leur petit à l'école, permet aux enseignants mobilisés de discuter de manière décontractée avec eux de la lutte en cours contre la réforme des retraites et aussi, pourquoi pas, en motiver certains à grossir les cortèges lors des prochaines manifestations. Au lendemain du 9 janvier, après une forte mobilisation, Audrey, enseignante gréviste en CM1-CM2, explique qu'un nouveau rendez-vous est fixé le 11 janvier à Paris, entre Nation et Bastille. L'intersyndicale éducation (CGT Educ'action – FSU – FNEC FP FO – SNALC – SUD-Éducation – FAEN) a annoncé trois nouvelles journées de grève et de mobilisation, les 14, 15 et 16 janvier aux côtés de l'intersyndicale nationale.

Il ne faut pas laisser retomber l'élan, alors les enseignants essaient de convaincre inlassablement. Cet espace de discussion permet de décrypter le fond de la future réforme des retraites. Les enseignants sont les grands perdants de cette réforme, car leur pension ne sera plus calculée sur la base des six derniers mois de leur carrière, les plus élevés. En contrepartie, le ministre de l'éducation nationale, pour éviter ces pertes mécaniques, leur promet une augmentation de salaire compensatoire, notamment pour les débutants.

Des enseignants et leurs syndicats refusent ces comptes d'apothicaire faute de garanties très solides. Le ministre promet pourtant une augmentation du budget de l'ordre de 400 à 500 millions d'euros par an dès 2021. Sans convaincre.

L'école Joséphine-Baker, classée REP + soit le grade maximal de l'éducation prioritaire, installée dans un quartier populaire, draine un public parfois peu informé. Les enseignants essaient d'y remédier en expliquant aux parents l'âge pivot ou le système de retraite à points. Ils leur dressent aussi la liste des changements qu'ils subiraient tous, professeurs ou salariés du secteur public ou privé.

Discuter permet aussi de dégonfler quelques idées reçues tenaces. Ainsi, Morgane, enseignante de CP, raconte-t-elle que des parents pensaient qu'ils étaient payés les jours de grève. La professeure les a détrompés.

Sabine Duran, la directrice de l'école, par ailleurs militante à SUD-Éducation 93, est très investie dans le mouvement. Ce vendredi, six enseignants sur treize sont en grève. Elle assure n'avoir essuyé aucune remarque négative de la part des parents à la grille le matin. Ce qui permet de se lancer dans le combat avec un bon état d'esprit. Elle ressent plus largement une remobilisation chez les enseignants qui, depuis une dizaine d'années, n'ont pas défilé aussi nombreux. Les années Sarkozy avaient laissé des traces profondes chez eux. Ils ont à cette période beaucoup lutté et aussi beaucoup perdu.

Bien entendu, depuis deux ans et demi, Jean-Michel Blanquer a connu son lot de mobilisations contre sa politique. Notamment contre Parcoursup, la réforme du baccalauréat ou sa loi dite pour une école de la confiance. Là encore, des poches très actives ont longuement combattu mais le

mouvement a été moins important que celui-ci qui se nourrit des bénéfices des luttes antérieures.

Une enseignante souligne par exemple que les liens entre tous les enseignants de la ville se sont noués à ces occasions. Ce qui leur a permis d'être plus efficaces et de mieux se coordonner pour monter des actions de protestation. C'est aussi cela qui a facilité la prise de contact avec les autres secteurs comme la SNCF ou la RATP. «Qu'on arrive à dépasser le strict cadre de l'Éducation nationale est assez inédit et qu'on rentre aussi vite dans le mouvement est encourageant, analyse Sabine Duran. On ne pensait pas que dès le 6 décembre on partirait en grève reconductible. Même si aujourd'hui tous ne sont pas prêts à cela dans leur tête. Notamment parce que financièrement c'est compliqué et que nous n'avons pas trop la tradition de la caisse de grève.»

Devant l'école, une pluie fine tombe doucement, ce qui n'est pas propice à la discussion. Une poignée de parents acceptent toutefois de prendre le café qui leur est tendu. Certains déclinent poliment, d'autres écoutent les enseignants.

Tous ne sont pas des fervents militants impliqués dans la mobilisation. Parce que cesser le travail coûte et certains ne peuvent se le permettre. Gacem a deux enfants scolarisés à Joséphine-Baker. Animateur périscolaire, il ne fait pas grève personnellement mais explique soutenir les revendications des enseignants. «Ils font grève pour tout le monde», dit-il.

Marianne est assistante de vie scolaire et boit quelques gorgées de café pour se réchauffer. Elle écoute les explications délivrées devant l'école. Elle dit aussi comprendre les raisons du mouvement même si elle est «loin de la retraite». En revanche, elle s'inquiète des lacunes que pourrait accumuler son fils collégien. La mère de famille déplore qu'il ait manqué beaucoup de cours en raison de la grève.

Camille, juchée sur son vélo, est enseignante en arts plastiques à Paris mais parent d'élève ici à Pantin. Elle fait grève elle aussi de son côté. Elle salue l'initiative du café des parents : «Les gens se parlent, c'est concret c'est vraiment bien.» Puis file pour sa réunion avec d'autres enseignants mobilisés.

De son côté, Alain, commercial dans le privé et tête de liste des parents d'élèves élus, confie être «un peu embêté» par la grève, car il «roule beaucoup», mais dit comprendre

«les préoccupations» des grévistes. Il salue cette initiative, car elle permet à son sens de «démener certaines tensions, car les gens sont touchés dans leur quotidien par la grève». En effet, le service de restauration et le centre de loisirs ont parfois été fermés, obligeant des parents à s'organiser. Sans compter que l'absence de transport complique leurs déplacements pour aller travailler par exemple.

«On se bat contre une société à deux vitesses»

Pour sa part, Alain apprécie cette volonté de dialogue de l'équipe pédagogique, car il relève que peu de discussions ont été engagées sur la question par les parents. Il se dit même admiratif de cette «équipe concernée» qui prend sur son temps pour faire de la pédagogie et expliquer son action au plus grand nombre.

Jean-Jacques est un parent impliqué. Sa compagne, dans l'Éducation nationale, est gréviste. Il a été décidé qu'elle seule fera grève pour ne pas trop creuser le déficit au sein du couple. Il craint aussi que ses deux enfants n'aient jamais de retraite car «on casse tout le système». D'où son soutien au mouvement. «Heureusement qu'on a des corporations qui savent se mobiliser comme la SNCF, la RATP ou les enseignants. Que les danseurs de l'opéra soient là aussi c'est bien, mais c'est une figure symbolique surtout, ils ne sont pas très nombreux.» Il entend à la sortie de l'école des réticences de certains parents.

Leurs enfants, disent-ils, sont perturbés par l'alternance de journées en classe et à la maison. Jean-Jacques a dû faire comprendre à son enfant de 10 ans la signification de la grève. «Des parents râlent quand les enseignants se mettent en grève à la dernière minute mais c'est tout.» Certaines familles s'organisent entre elles et ont mis en place une garderie tournante. Un parent pose une demi-journée et s'occupe de tous les enfants avant d'être remplacé par un autre l'après-midi. Et ainsi de suite.

Bien entendu, d'autres revendications se greffent à la lutte contre la réforme des retraites. Les conditions de travail du quotidien pèsent aussi. Dans ce département particulièrement, le suicide de la directrice d'école

Christine Renon fin septembre a créé une onde de choc durable.

Sabine Duran considère en effet que ce décès, imputé à ses conditions de travail, a changé la donne et a agi comme un déclic. Elle remarque, et c'est à souligner, que des enseignants qui se tiennent d'habitude à l'écart des mouvements sociaux s'impliquent dans celui-ci. «Ils le font aussi contre la politique de Blanquer, au regard de nos conditions d'exercice, contre notre souffrance et la brutalité des réformes qu'on nous impose à marche forcée. Le ministre nous méprise et ne tient compte ni de notre avis ni de notre implication au quotidien.»

Morgane est de ceux-là. Enseignante en CP, elle n'est, selon sa propre expression «pas la plus gréviste des grévistes». Elle n'est pas dotée non plus d'une «conscience politique très aiguisée» et n'est pas «militante» dans l'âme. Mais elle a des convictions qui l'ont conduite à faire la grève reconductible et à s'investir dans le mouvement. Elle explique simplement son opposition au projet du gouvernement. «Cette réforme n'est pas acceptable pour nous ni pour nos enfants. Chaque jour, on essaie de les préparer au mieux à un avenir pas forcément serein. Là, on leur prépare une vie où ils partiront à la retraite à 70 ans.»

Audrey enseigne depuis quatorze ans dont six à Joséphine-Baker et partage peu ou prou les mêmes préoccupations. Pour elle, il est nécessaire de faire entendre sa voix dans un climat social tendu. «La retraite nous fédère tous, car elle concerne tout le monde. Mais on se bat aussi contre un modèle de société à deux vitesses. Quand on voit les médecins, les pompiers dans la rue, on se dit que quelque chose ne va pas.»

Elle anime avec entrain ces moments d'échange avec les parents. Pour elle, ces discussions sont primordiales. «Ce mouvement, on le fait avec eux, pas contre eux. Ainsi, on se comprend mieux, il n'y a pas de malentendu. On répond surtout à leurs inquiétudes concernant la scolarité de leurs enfants.» Elle-même ne rechigne pas à poursuivre la communication, sur son téléphone personnel, avec les familles qui nourrissent des interrogations diverses.

Lors des cafés des parents, Morgane insiste auprès des familles monoparentales, assez nombreuses, que la réforme va pénaliser les femmes. Elle-même se sent concernée. Surtout que sa situation personnelle de mère célibataire d'une petite fille de sept ans n'est pas la plus propice à la grève. Elle préfère ne pas réfléchir aux amputations de salaire. «Ça va faire mal. C'est un moment important même si la situation est critique, je veux être là. En attendant, je vis au jour le jour.»

L'enseignante raconte encore être contente d'avoir pu convaincre certains de grossir leurs rangs malgré les difficultés pratiques. «Certains parents ont fini par venir avec nous mais le problème reste la garde des enfants. Il est impossible de les emmener en manif, c'est trop anxiogène. Je ne voudrais pas que ma fille voie les forces de l'ordre surarmées et casquées sans même parler de la foule ou des gaz lacrymogènes.» Là encore, la solidarité prévaut. Ce matin-là, un groupe WhatsApp dédié à la garde d'enfants a été créé pour permettre aux uns et aux autres «d'être sur le front.» Morgane s'en réjouit.

Sitôt le café et le thé remballés, les enseignants de l'école Joséphine-Baker se rendent à l'assemblée générale interprofessionnelle de la bourse du travail de Pantin. Une cinquantaine de personnes sont présentes. Dans les rangs, un cheminot et un agent RATP, mais une majorité d'enseignants, tous niveaux confondus, est présente. Un bébé rampe et joue avec les cubes que ses parents ont apportés pour le distraire le temps de la réunion.

Ceux qui sont présents sont animés par une interrogation récurrente : comment continuer à mobiliser et convaincre les réticents pour les prochaines journées? Les participants restent optimistes. «On se maintient même si on décline», résume l'une d'entre eux. Muriel, une enseignante de l'école maternelle Jean-Lolive propose d'organiser un café des parents sur le modèle de celui de ses collègues de Joséphine-Baker. «Les parents nous disent que c'est compliqué pour eux de s'organiser mais ils nous soutiennent. Il n'y a pas de signes d'énervement. Ce qui est vrai c'est qu'on est là tous ensemble, on est beaucoup, des syndiqués, des non-syndiqués et de tous les syndicats. Maintenant il faut élargir», explique-t-elle encore.

Une autre rappelle que les enseignants ont essayé de manifester ces dernières années.

«On s'est bougé contre la réforme du collège, on s'est bougé l'année dernière [contre la loi Blanquer – ndlr] et ça n'a pas marché. Le signal fort est déjà là, on n'est pas faibles.»

Un autre surenchérit sur le même thème. Des rassemblements locaux sont actés pour la semaine à venir.

Puis, les enseignants discutent de l'opportunité de mettre en place une réunion publique, «un moment festif et convivial», en dehors du temps scolaire, avec les parents d'élèves, toujours dans une optique pédagogique, réflexe professionnel oblige.

«On peut avoir la salle du centre de loisirs en soirée», lance l'un des participants. Aurélien, enseignant en collège, insiste, «Il faut populariser le mouvement.»